



HAL
open science

La crise de la social-démocratie sonne-t-elle son agonie ?

Fabien Escalona

► **To cite this version:**

Fabien Escalona. La crise de la social-démocratie sonne-t-elle son agonie ?. Les Notes de la Fondation Jean Jaurès, 2011, pp.1. halshs-00636886

HAL Id: halshs-00636886

<https://shs.hal.science/halshs-00636886>

Submitted on 2 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La crise de la social-démocratie sonne-t-elle son agonie ?

Tout autant que la crise de la social-démocratie, l'annonce de sa disparition inéluctable est un thème récurrent, ravivé par la concomitance entre difficultés électorales et crise du capitalisme. Bien qu'il soit tentant de balayer les thèses sur la mort de la social-démocratie en ironisant sur la longévité du défunt, nous pensons qu'une réflexion sur une éventuelle agonie de cette famille politique peut conduire à mieux comprendre ses contradictions et ses défis. Autant les prédictions sur la fin de la social-démocratie nous paraissent vaines, autant nous jugeons utile de s'affronter à la question posée par Tony Judt dans un texte testamentaire : « qu'y a-t-il de vivant et qu'y a-t-il de mort dans la social-démocratie ? »¹. Dans cette note, nous soutiendrons qu'une forme organisationnelle et un projet politique liés à la période de l'après-guerre ont incontestablement disparu. En revanche, les partis sociaux-démocrates en eux-mêmes sont restés vivants, bien qu'ils doivent faire face à une crise électorale et identitaire. Cette dernière peut toutefois être relativisée en rappelant les succès remportés hors de l'Europe par des partis rattachables à l'univers social-démocrate, et en soulignant les potentialités de reconquête offertes par la grande crise financière.

CE QUI EST MORT DANS LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Si la mort de la social-démocratie est un pronostic qui fait tant débat, c'est qu'il est en fait très dépendant de la façon dont on définit la social-démocratie elle-même. La première possibilité est de l'envisager comme une organisation partisane spécifique, telle qu'elle s'est structurée dans l'après-guerre. Ses principaux traits sont les suivants : des partis de masse, disposant d'une puissance militante et financière considérable, et cultivant des liens privilégiés avec les syndicats. A l'évidence, cette forme particulière d'organisation a disparu, ses composantes s'étant progressivement désagrégées depuis les années 1970 (« désouvriérisation » de la base adhérente, perte de densité militante, accroissement de l'autonomie et des pouvoirs du leader, dilution du lien parti-syndicats).

Or, ce processus de « dé-social-démocratisation », pour reprendre l'expression de Gerassimos Moschonas, est en partie lié à un épuisement idéologique et programmatique. Car une autre possibilité de définir la social-démocratie, complémentaire avec la première, consiste à l'assimiler au projet « social-démocrate/keynésien » des Trente Glorieuses. Ce dernier permettait de concilier d'une part la libre initiative privée et l'efficacité économique du mode de production capitaliste, et d'autre part les objectifs de plein emploi et de justice sociale. Ce compromis, qui impliquait un partage des gains de productivité favorable aux salariés, une extension des droits

¹ Tony Judt, « Qu'y a-t-il de vivant et qu'y a-t-il de mort dans la social-démocratie ? », *Commentaire*, Vol. 33, n°129, printemps 2010.

sociaux et des politiques budgétaires actives, a coïncidé avec une phase d'expansion économique sans précédent. Dans un contexte de « forte croissance sans excès d'inflation », les politiques progressistes mises en œuvre restaient donc compatibles « avec le maintien des profits réels »². Cependant, l'effondrement des taux de croissance moyens depuis les années 1970 a porté un coup à cet équilibre, en rendant plus difficile la conjugaison entre progrès social et maintien des rendements du capital. Pour le dire brutalement, la social-démocratie a été contrainte de faire un choix auquel elle avait jusque-là échappé. Le rapport de forces à la fin de la décennie 70, ainsi que l'évolution de sa propre identité tout au long du 20^{ème} siècle, l'ont conduite à renoncer au combat contre les détenteurs de capitaux. Les politiques néolibérales, qui ont triomphé du vieux paradigme keynésien, ont ainsi consisté à favoriser ces derniers *via* une austérité monétaire et salariale, et la libéralisation des mouvements financiers. Offrant plus ou moins de résistance selon les situations nationales, les partis sociaux-démocrates ont fini par se soumettre à ce nouvel ordre économique aboutissant à la mise en concurrence des systèmes sociaux.

La volatilité des capitaux s'est révélé pour eux un handicap supplémentaire, évoqué par de nombreux auteurs, qui insistent sur la réduction drastique de l'autonomie de toute stratégie sociale-démocrate fondée sur des principes keynésiens : « les régimes d'économie politique et l'État providence de l'après-guerre sont désormais en état de siège »³. Or, la soumission à la force nouvelle des marchés financiers comporte le risque indéniable d'une dilution de l'identité progressiste de la social-démocratie. D'autant plus que les perspectives ne sont pas bonnes sur le front de la crise originelle des politiques sociale-démocrates : la tendance à la diminution des taux de croissance du PIB ne s'est en effet pas démentie depuis le « tournant néolibéral », malgré la restauration des taux de profit et le boom éphémère des nouvelles technologies de l'information. En outre, nous y reviendrons, les défis écologiques ne permettent guère d'envisager une alternative à cet avenir de croissance faible (voire nulle) qui semble nous attendre. Le projet social-démocrate/keynésien de l'après-guerre semble donc lui aussi au terme de son agonie.

LES PARTIS NE SONT PAS REDUCTIBLES AU PROJET QUI A FAIT LEUR SUCCES

Une grande partie de ce diagnostic était déjà dressée à l'aube de la décennie 1980. Depuis, les sociaux-démocrates ont pourtant remporté des élections, jusqu'à dominer en Europe à la fin des années 1990, ce qui amena certains commentateurs à évoquer leur « retour magique ». Aujourd'hui encore, malgré des performances récentes médiocres, la social-démocratie n'a pas été détrônée comme « grande alternative partisane » à la droite conservatrice. Ce qui est vivant dans la social-démocratie, ce sont donc les partis qui s'en réclament.

Contrairement à une vision déterministe, l'existence des partis ne dépend pas d'un projet unique, celui-ci eût-il contribué à leur domination culturelle et à leurs succès électoraux. Certes, la mort d'un projet peut se révéler fatale : le destin des partis communistes est là pour en attester. Cependant, les

²Jacques Généreux, *La Grande Régression*, Éditions du Seuil, 2010, p. 24.

³Fritz Scharpf, *Gouverner l'Europe*, Presses de Sciences PO, 2000, p. 49.

partis sont d'abord des organisations en quête de soutiens électoraux et du pouvoir, capables d'évoluer stratégiquement et idéologiquement afin de les conserver ou de les conquérir. En un mot, ils sont prêts à changer pour garder ou accroître leur part du marché électoral. Leurs capacités d'adaptation ne sont toutefois pas égales, dans la mesure où elles dépendent du passé de chaque parti, du cadre institutionnel dans lequel il évolue, de ses ressources, et du moment historique pendant lequel leur mutation s'accomplit.

De ce point de vue, on ne peut que noter la remarquable résilience des partis sociaux-démocrates, face à la disparition de la cohérence organisationnelle, électorale et programmatique atteinte durant la période 1945-1973. Deux types d'explications de ce phénomène peuvent être mobilisés, qui ne sont pas contradictoires. D'un côté, l'évolution des sociétés développées a contribué à affaiblir la prééminence des conflits matériels, au profit de confrontations portant sur des valeurs et des enjeux culturels. Dans un contexte où les affrontements entre classes sociales ont perdu de leur centralité, la « capitulation » sociale-démocrate sur le terrain économique ne constitue donc plus un danger mortel. D'un autre côté, les sociaux-démocrates ont su s'approprier les discours de leurs concurrents. Ainsi, tout en conservant une rhétorique sociale s'inscrivant dans une continuité historique, ils ont su la compléter par une assimilation de la logique néolibérale et la revendication de thèmes « post-matérialistes ». Ce nouveau discours fut d'ailleurs cohérent avec le caractère toujours plus interclassiste de leurs adhérents, et une pratique gouvernementale qui ne prétendait plus inverser le cours de la globalisation financière. Décivant cette « nouvelle social-démocratie », Moschonas lui attribue une identité plus fine et plus souple qu'auparavant, au service de stratégies électorales résolument « attrape-tout ». Toutefois, bien que cette mutation « sociale-libérale » soit le fruit d'une histoire longue, ce chercheur s'interroge sur la rupture qu'elle symbolise peut-être. De fait, il y a une limite à considérer que ce qui se dit « social-démocrate » l'est vraiment : l'étiquette seule ne fait pas le contenu. Avec la crise électorale qui touche les partis sociaux-démocrates, c'est une objection sérieuse à prendre en compte.

LA CRISE ELECTORALE DE PARTIS SOCIAUX-DEMOCRATES... SANS SOCIAL-DEMOCRATIE ?

La première limite du raisonnement précédent réside en effet dans l'inquiétante crise électorale qui touche la social-démocratie européenne. Si une érosion du vote en leur faveur est visible depuis les années 1980, c'est depuis le début de la décennie 2000 que cette dynamique s'emballe. Tout d'abord, des grands partis comme le SPD allemand, le SAP suédois et le Labour Party britannique ont connu des défaites historiques. Ensuite, « pris globalement », les partis sociaux-démocrates de 16 pays d'Europe de l'Ouest ont vu le déclin de leur moyenne électorale s'accélérer dans les cinq dernières années, dépassant le point bas historique déjà atteint sur la période 2000-2005. Les élections européennes de juin 2009 symbolisent cet échec d'ensemble, en étant marquées par une importante perte nette de sièges. Certains partis ont atteint à cette occasion des étiages particulièrement menaçants : si le mauvais score des socialistes français est connu, on oublie souvent que les travaillistes hollandais n'ont rassemblé que 12% des suffrages !

Il existe une seconde limite, de toute autre nature, à l'argumentation faisant de « la survie des partis » un démenti à l'agonie sociale-démocrate. Elle consiste à mettre en évidence que l'évolution de ces partis a vidé de son sens le qualificatif « social-démocrate ». Le grand politologue américain Seymour M. Lipset a ainsi pu parler d'une américanisation de la gauche européenne, en expliquant que les politiques menées par le SPD, le PSOE ou le New Labour, relevaient plus d'une tradition de gauche libérale (celle des Démocrates états-uniens) que d'une tradition socialiste. L'acceptation du cadre néolibéral, qui exige des politiques pro-marché et pro-compétitivité, empêcherait les sociaux-démocrates de défendre les intérêts des couches populaires et des couches moyennes en voie de déclassement. L'idéal de démocratisation de l'économie ayant disparu de leur horizon, les sociaux-démocrates se contenteraient de jouer les brancardiers de la guerre économique se déployant au sein de l'Union Européenne et à l'échelle planétaire. En résumé, face à « l'extension du domaine de la concurrence », leur différenciation sur la dimension économique et sociale ne se ferait plus que sur le terrain de la compétence gestionnaire et de la compassion. Cette vision a beau paraître sévère, elle correspond aux dérives qui ont accompagné la revendication d'une « Troisième Voie » ou d'un « Nouveau Centre » (vision acritique de la « modernité » du capitalisme financier, augmentation des inégalités, développement de la précarité...). Mieux encore, certains responsables politiques voire certains partis (comme en Italie) assument et revendiquent la référence « démocrate » d'une gauche ouverte à la fois économiquement et culturellement.

PERSPECTIVES ET DEFIS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Si l'on considère que les partis sociaux-démocrates n'en ont plus que le nom, alors il faut rendre les armes à ceux qui dressent l'acte de décès de la social-démocratie. Cependant, comme nous le rappellent Alain Bergounioux et Bernard Manin, « il n'est jamais tout à fait sûr [qu'elle] soit morte »⁴ : la prudence commande donc d'observer les soubresauts du cadavre présumé, et nous prétendons en déceler.

D'une part, il est permis d'espérer en un avenir de la social-démocratie hors de l'Europe. En Amérique Latine, le cas du Brésil peut ainsi être évoqué. Le gouvernement de « Lula » a noué un subtil compromis entre un héritage monétariste (favorable aux investisseurs internationaux) et un keynésianisme développementaliste (favorable à la population) : grâce à des niveaux de croissance qui rendraient jaloux même les socialistes européens de l'après-guerre, il a mis en œuvre une politique ambitieuse de transferts sociaux et de réduction des inégalités⁵. On peut aussi citer l'exemple de l'Uruguay, où la coalition de gauche « Frente Amplio » a été reconduite au pouvoir en 2009 : dans un contexte de forte croissance là encore, elle a appliqué des mesures d'urgence sociale et de réforme de la fiscalité qui ont contribué à une amélioration réelle du bien-être de la population. Dans les deux cas, un lien significatif avec les syndicats et les mouvements sociaux a par ailleurs été conservé.

⁴ Alain Bergounioux et Bernard Manin, *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989.

⁵ Pierre Salama, « Brésil, bilan économique, succès et limites », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°78, automne 2010.

D'autre part, même en Europe, une alternative sociale-démocrate au néolibéralisme pourrait se développer en réaction à la grande crise financière qui ravage notre continent. Une réactivation du clivage sur l'égalité pourrait en effet avoir lieu, surtout si les sociaux-démocrates parviennent à nouer une nouvelle alliance électorale entre classes populaires et classes moyennes paupérisées. Plus fondamentalement, il faut accepter avec modestie d'être plongés dans une histoire en train de s'écrire. Au début des années 1930, le tableau qu'un observateur pouvait dresser de la social-démocratie était terrible, et il fallait vraiment qu'il fût optimiste pour y trouver une quelconque note d'espoir. Et pourtant, c'est au cours de cette décennie que la matrice du keynésianisme se forgea.

Il n'en reste pas moins que plusieurs défis se dressent sur une voie permettant de renouer avec le cœur de la tradition sociale-démocrate. Premièrement celui de l'Union européenne. Alors qu'il s'agit du niveau idéal pour imposer un nouveau rapport de forces entre travail et capital, le dispositif institutionnel et la « gouvernance par les règles » qui la caractérisent sont du pain béni pour un agenda néolibéral, bien plus que pour un agenda social-démocrate. De plus, les divisions nationales persistantes entre socialistes européens obèrent quelque peu la définition de stratégies communes, concrètes et ambitieuses. Deuxièmement, la question du productivisme reste un impensé, le plus souvent escamoté par l'invocation de la « croissance verte ». Il faut pourtant envisager que le découplage entre croissance du PIB, consommation des ressources et émissions de CO₂, soit plus que difficile à réaliser⁶. Dans ce cas, une société vivable nécessiterait un partage des ressources et des limitations au libre-échange sans commune mesure avec ce qu'a représenté le compromis social-démocrate d'après-guerre. A l'évidence, les sociaux-démocrates peinent à s'emparer de ce débat fondamental à moyen terme. Enfin, qu'elle fasse le choix d'une « rigueur juste » ou de la confrontation avec les marchés financiers, la social-démocratie devra défendre sa vision de la solidarité auprès des citoyens. Or, les nouvelles droites radicales en Europe s'adressent déjà à eux, mais en défendant une conception « ethnique » ou « différentialiste » de cette solidarité. Les dimensions économique et culturelle ne sont donc pas indépendantes l'une de l'autre, et les sociaux-démocrates devront apporter des réponses cohérentes sur les deux terrains.

CONCLUSION

La crise de la social-démocratie sonne-t-elle l'agonie de cette force politique ? On peut penser qu'un avenir prometteur se dessine dans les pays émergents/émérgés qui connaissent à leur tour une phase d'expansion économique, à condition bien sûr que des mouvements politiques et syndicaux y aient le droit de s'organiser et de s'exprimer. En Europe, la social-démocratie n'est pas morte en tant que grande force d'alternance, même si elle doit stopper une érosion électorale risquant de mettre à mal ce statut. En revanche, si elle tient à préserver son cœur identitaire, qui est de répondre à la question sociale, il lui faut répondre au défi suivant : comment mener des politiques progressistes dans un contexte durable de croissance faible et de mise en concurrence des systèmes sociaux ? C'est tout l'enjeu de la réponse à apporter à la crise du capitalisme financier.

⁶ Tim Jackson, *Prospérité sans croissance*, éditions de Boeck, 2010.